

30<sup>e</sup> Marche du Silence, le 20 mai 2025 à Montevideo. Photo Santiago Mazzarovich

## Contre l'oubli imposé par l'État

# De la mémoire intime à la mémoire collective

Pendant la dictature civile et militaire en Uruguay (1973-85), des mères de disparues parcouraient seules les casernes pour retrouver leurs enfants. Aujourd'hui centaines, certaines ouvrent encore la Marche du Silence du 20 mai, date choisie depuis 1996 pour commémorer les disparues, où elles sont suivies de dizaines de milliers de personnes. La société civile a fait sienne l'exigence de vérité et justice, malgré l'impunité longtemps garantie aux répresseurs, qu'elle a réussi à fissurer.

**S**ur une population de trois millions d'habitants, la dictature uruguayenne a fait de 7 000 à 10 000 prisonnières politiques, systématiquement torturées, et a provoqué l'exil de 380 000 personnes. Le régime couvrait ses crimes, dont 200 assassinats et 197 disparitions forcées, par le silence ou de grossiers mensonges relayés par les médias aux ordres. Les familles, aidées par des avocates et des organisations internationales de droits humains, conservaient trace des faits. Établir la vérité a été la première difficulté pour transmettre la mémoire. Pour accepter la transition démocratique de mars 1985, les répresseurs ont exigé leur impunité, qu'ils obtiennent en 1986 grâce à la loi de Caducité. La construction de la mémoire repose alors, durablement, sur les victimes.

### De la mémoire des victimes à la mémoire citoyenne

Dans un petit pays déchiré où victimes et bourreaux se côtoient, témoigner est douloureux. La tentation du silence, de l'oubli, voire du déni des souffrances vécues, est forte. De plus, les militaires laissent planer la menace de leur retour. Nombreux sont ceux qui souhaitent tourner la page du terrorisme d'État. Pour ceux qui refusent d'oublier, malgré l'échec en 1989 d'un

référendum sur l'abrogation de la loi de Caducité, des mères de disparues telles Luisa Cuesta, Luz Ibarburu ou María Esther Gatti, deviennent les visages de la lutte. Le collectif Madres y Familiares de Desaparecidos, créé en 1983 et proche des Mères de la Place de Mai argentines, retrouve les treize enfants uruguayens de disparues appropriés en bas âge, dont le dernier en 2001.

La première - et déjà massive - Marche du Silence en 1996, pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat à Buenos Aires des parlementaires uruguayens Zelmar Michelini et Héctor Gutiérrez Ruiz, transforme la mémoire en cause nationale. Cette même année, des enfants de victimes (disparues, assassinées, prisonnières politiques, exilées) fondent HIJOS-Uruguay et organisent les premiers *escraches*, ces rassemblements devant les domiciles de criminels identifiés. De nouveaux collectifs se constituent : CRY SOL et Plenaria Memoria y Justicia, en 2000, ¿Dónde Están ? en France, dès 1997. Beaucoup d'autres suivront.

Des artistes, écrivains et musiciens, souvent revenus d'exil, transmettent la mémoire par leurs œuvres et d'autres, plus jeunes, reprennent le flambeau. La vie culturelle uruguayenne est rythmée par des expositions, concerts, pièces de théâtre, films qui s'approprient la mémoire et luttent contre l'oubli.

Parallèlement, des journalistes d'investigation, des historiens,



Une sculpture de la marguerite incomplète, symbole des Madres y Familiares, en bordure du sentier de la mémoire (Crédit : ¿Dónde están?)

des documentaristes, mènent des enquêtes et des juristes cherchent des voies dans le droit international. La vérité commence à se dévoiler, mais se heurte toujours au silence et au déni de l'État. Au début des années 2000, celui-ci est contraint par la pression de la société, à entrouvrir le dossier.

### Reconnaissance officielle et médiatisation des procès

En 2000, le président Jorge Batlle crée la Commission pour la Paix qui examine la question des disparus.es. En 2003, son rapport final confirme 170 disparitions forcées : une première reconnaissance d'État. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 2005, le secrétariat de suivi est renforcé. Le GIAF, Groupe de recherche archéologique médico-légale, est créé. Grâce à son travail, les restes de huit disparus.es ont été retrouvés. En 2006, l'ex-dictateur Bordaberry est inculpé, et condamné en 2010. Un deuxième référendum pour abroger la loi de Caducité échoue en 2009, mais une loi interprétative votée en 2011 exclut l'impunité des crimes contre l'humanité. Elle permet de rouvrir immédiatement des dizaines de cas de violations des droits humains pendant la dictature. Auditions des prévenus et procédures judiciaires sont très médiatisées : la mémoire du passé s'installe dans l'espace public. En mai 2025, on compte quarante-neuf répresseurs jugés et condamnés. Le procès Condor en Italie (1999-2019) condamne à perpétuité treize civils et militaires uruguayens. Mais, outre le temps écoulé, les obstacles persistent : silence de l'armée, positions souvent hostiles de la Cour Suprême de Justice, recours abusifs des avocats des répresseurs, négationnisme et nostalgie de la dictature à droite, ambiguïtés sur le sujet à gauche. Pendant le gouvernement (2020-2025) de Lacalle Pou (droite) qui inclut le parti militaire Cabildo Abierto, deux projets de loi d'assignation à résidence automatique pour les tortionnaires âgés sont successivement présentés et l'expression « terrorisme d'État » est bannie des programmes scolaires. La société réagit vivement : le débat sur

l'impunité reste central. Dans la campagne électorale qui aboutit à la victoire de la gauche aux élections de novembre 2024, il a toute sa place.

### Lieux de mémoire et éducation

La mémoire est aussi entretenue au quotidien grâce à des lieux. Dès le retour de la démocratie, souvent à l'initiative de collectifs locaux, des rues, parcs et places avaient été nommés en hommage aux victimes et à la résistance à la dictature. Plaques, monuments et sites mémoriels sont présents dans tout le pays, dont le Mémorial des disparus.es (2001), le Musée de la Mémoire (2007) et des Mémoriaux des prisonniers politiques à Montevideo où, depuis 2023, un Mémorial des Femmes honore les ex-prisonnières politiques. Dans l'enseignement secondaire, la dictature est étudiée, mais la droite dénonce toujours la « partialité » des historien·nes et chercheur·ses.

Construite sur plusieurs générations, la transmission mémorielle en

Uruguay s'est faite contre l'oubli imposé par l'État. Des mères aux enfants et petits-enfants de victimes, des artistes aux collectifs citoyens, la mémoire intime est devenue collective et publique. Si les résistances militaires et politiques montrent que la bataille pour la vérité et la justice reste ouverte, la mobilisation populaire a ancré solidement la mémoire des crimes dans la société uruguayenne. Plus jamais ! ¡Nunca Más !

ELENA SALGUEIRO

Association ¿Dónde Están?

Pour en savoir plus sur ¿Dónde Están ? :



Le petit-fils et l'arrière-petite-fille du détenu disparu León Duarte posent à côté de la plaque à son nom. Photo Mairie de Canelones